



Informations du Guatemala

2ème année/n° 75

du 1er au 7 juin 1984

POLITIQUE.

- On annonce une aide des Etats-Unis.
- La conduite politique du pays considérée comme "désastreuse".
- Il y aura des élections, malgré la violence.
- Tension entre les gouvernements du Honduras et du Guatemala.

ECONOMIE.

- Prochain accord commercial avec le Mexique.
- Mises à pied, fruit des accords avec le F.M.I.
- Le Guatemala n'appuie pas les requêtes latino-américaines.
- Divergences entre le gouvernement et l'initiative privée.

INSURRECTION.

- Un lieutenant-colonel de la police meurt.
- Des insurgés prennent une plantation de café.

DROITS DE L'HOMME.

- Plusieurs condamnés par les tribunaux spéciaux disparaissent.
- Les violations des droits de l'homme se poursuivent.
- Un couple demande l'asile à l'ambassade du Vénézuéla.
- Arrestations illégales pour maintenir la tranquillité.
- L'archevêque Penados : "Nous ne voulons pas la paix des cimetières".
- L'arbitraire des tribunaux spéciaux est dénoncé.
- 400 demandes de présentation en personne faites en 5 mois.

REFUGIES.

- Ce sont des soldats guatémaltèques qui ont attaqué un camp de réfugiés.

POLITIQUE

ON ANNONCE UNE AIDE DES ETATS-UNIS.

L'administration Reagan projette d'accorder au gouvernement militaire du Guatemala 100 millions de dollars --10 pour l'aide militaire et 90 pour l'aide économique-- selon un communiqué fait le 1er juin par Paul TAYLOR, chargé d'affaires auprès de l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala.

TAYLOR, qui se trouve à la tête de la mission diplomatique depuis le retrait, il y a trois mois, de l'ambassadeur Frederick CHAPIN, a précisé que les 100 millions devront être approuvés par le Congrès de son pays après le mois d'octobre, lorsque commencera la période fiscale 1985.

L'annonce de TAYLOR a été reçue avec froideur par le régime. Le sous-chef d'état, général Rodolfo LOBOS ZAMORA, a déclaré à ce sujet : "C'est une des propositions, il y a une possibilité mais rien de concret."

Ces dernières années, le Congrès des Etats-Unis a rejeté toutes les demandes faites dans le sens d'une aide militaire aux régimes guatémaltèques, à cause de la violation systématique des droits de l'homme qui prévaut dans le pays.

LA CONDUITE POLITIQUE DU PAYS CONSIDEREE COMME "DESASTREUSE".

Le régime militaire est responsable de "la plus désastreuse conduite politique du pays et de l'effondrement moral, économique et social du Guatemala." C'est ce que soutient Jorge CARPIO NICOLLE, dirigeant principal du Parti Union du Centre National -U.C.N.-, dans une lettre envoyée récemment aux patrons de l'entreprise privée.

CARPIO NICOLLE, qui a déjà été nommé candidat présidentiel par son parti, a demandé l'appui économique du secteur privé pour sa campagne électorale.

IL Y AURA DES ELECTIONS, MALGRE LA VIOLENCE.

L'escalade de la violence qui afflige le pays n'empêchera pas la réalisation des élections, a assuré le tribunal suprême électoral dans un communiqué de presse publié le 31 mai.

De son côté, Julio Cesar MENDEZ MONTENEGRO, ex-président de la République (1966-1970) et actuellement ambassadeur à Mexico, a déclaré le même jour que "actuellement on respire la paix et la tranquillité dans presque toute la république" et a conclu que les élections pour la Constituante qui auront lieu le 1er juillet prochain seront "pures et libres".

MENDEZ MONTENEGRO a ajouté que le gouvernement du général Oscar MEJIA VICTORES se dédie à la pacification et à la réactivation économique du pays.

TENSION ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU HONDURAS ET DU GUATEMALA.

Un incident diplomatique s'est produit le 31 mai entre les gouvernements du Honduras et du Guatemala, alors que le chancelier hondurien, Edgardo PAZ BARNICA, à la fin d'une visite de la capitale guatémaltèque, a réclamé pour Honduras la souveraineté sur les Cayos Zapotillos, petites îles qui se trouvent en face des côtes de Belize.

Le chancelier Fernando ANDRADE (guatémaltèque) a réitéré la non-reconnaissance par le Guatemala de l'indépendance de Belize. "Les Cayos, réclamés par le Honduras, font partie de Belize et, par conséquent, du Guatemala" a-t-il souligné.

PAZ BARNICA a, de son côté, mis en relief les bonnes relations entre son pays et Belize et il a annoncé que des accords de coopération devraient être signés rapidement, ce qui a causé un malaise dans le gouvernement guatémaltèque qui, jusqu'à l'année dernière, avait compté sur l'appui du Honduras quant à ses prétensions d'annexer l'ex-colonie britannique.

La position du Honduras semble répondre aux intérêts de la politique nord-américaine au sujet de Belize qui ne coïncide pas avec les prétentions du régime guatémaltèque sur ce pays.

ECONOMIE

PROCHAIN ACCORD COMMERCIAL AVEC LE MEXIQUE.

Guatemala va reprendre l'exportation de 100.000 têtes de bétail vers le Mexique à la suite de la signature, dans les prochains jours, d'un traité commercial entre les deux pays. C'est ce qu'a déclaré le 5 juin Leonel HERNANDEZ CARDONA, ministre de l'économie.

Le traité inclura 120 produits d'échange, avec un net élargissement des produits guatémaltèques ; ceci permettra au Guatemala d'améliorer sa balance commerciale avec le Mexique qui, actuellement, enregistre un déficit d'environ 100 millions de dollars par an.

LICENCIEMENTS, FRUIT DES ACCORDS AVEC LE F.M.I.

400 travailleurs de la Direction Générale des routes ont été licenciés dans la dernière semaine de mai, à la suite des accords entre le gouvernement et le Fonds Monétaire International -F.M.I.- selon une déclaration des porte-paroles des organisations syndicales, faite le 1er juin.

Le gouvernement, de son côté, comme l'a expliqué le chef de l'état le 5 juin, n'acceptera pas les pressions du F.M.I. qui, en avril dernier, a lié l'octroi de 60 millions de dollars pour le Guatemala à la réduction des dépenses publiques de 89 millions et à l'augmentation des rentrées fiscales de 150 millions pour 1984.

LE GUATEMALA N'APPUIE PAS LES REQUETES LATINO-AMERICAINES.

Le Guatemala n'appuiera pas les revendications des pays latino-américains pour obtenir de la Banque Internationale de meilleures conditions pour le paiement de leur dette extérieure, a affirmé le général MEJIA VICTORES le 5 juin dernier.

"Nous n'avons été appuyé par personne, nous devons nous en sortir seuls et nous habituer tous à régler nos affaires par nous-mêmes." a dit le général MEJIA.

DIVERGENCES ENTRE LE GOUVERNEMENT ET L'INITIATIVE PRIVEE.

Un nouveau point de tension entre le gouvernement et l'initiative privée a été rendu public le 6 juin lorsque la Chambre de Commerce a accusé le Ministère de l'économie d'une ingérence excessive dans les transactions commerciales internationales et d'irresponsabilité dans le maniement des fonds publics.

Cependant, Leonel HERNANDEZ CARDONA, ministre de l'économie, a signalé que le problème financier du Guatemala dérive de l'excessive fuite de capitaux réalisée par certains secteurs de l'initiative privée qu'il a qualifiés de "mauvais capitalistes".

INSURRECTION

MORT D'UN LIEUTENANT-COLONEL DE LA POLICE.

Hilario de Jesus PEREZ CARDONA, lieutenant-colonel de la police nationale, a été tué le 31 mai alors que des commandos insurrectionnels ont attaqué les installations du 4ème corps de ladite police dans la capitale, selon une information officielle.

DES INSURGES PRENNENT UNE PLANTATION DE CAFE.

Des unités insurrectionnelles de l'Organisation du Peuple en Armes -O.R.P.A.- ont pris, le 2 juin, la plantation caféière de Montecarlo, dans la commune de Chicacao (département sud-ouest de Suchtepequez); ils y ont tenu durant plusieurs heures une réunion politique avec la population selon des informations données par la presse le 4 juin.

L'action insurrectionnelle a eu lieu dans la zone où l'Armée avait mené une offensive au mois de mars dernier. Selon des rapports de la O.R.P.A., les troupes gouvernementales ont subi, à cette occasion, 55 pertes et elles ont laissé un équipement militaire aux mains des rebelles.

DROITS DE L'HOMME

DISPARITION DE PLUSIEURS CONDAMNES PAR LES TRIBUNAUX SPECIAUX.

Les autorités judiciaires ont admis le 3 juin que trois condamnés à la prison par les tribunaux spéciaux, abolis depuis, ont disparu et elles n'ont pas autorisé d'exams psychiques et physiologiques de 40 autres condamnés, comme cela avait été demandé le 16 mai dernier par la Commission des droits de l'homme de Guatemala (C.D.H.G.).

La C.D.H.G. a déposé des recours de présentation personnelle en faveur de 58 personnes condamnées par les tribunaux spéciaux et a demandé que des médecins et des psychologues certifient l'état de bonne santé desdites personnes car "on a des craintes fondées sur le fait qu'elles sont soumises à des brimades physiques et psychologiques."

14 des condamnés ont déjà retrouvé leur liberté et un autre a été assassiné à l'intérieur d'un centre pénitentiaire, ont ajouté les autorités.

LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME CONTINUENT.

57 personnes assassinées, 38 séquestrées et 77 blessées, dans des actions attribuées aux forces de sécurité ; c'est le résultat de la violence officielle entre le 23 mai et le 6 juin, selon des rapports d'organismes humanitaires et des rapports de presse.

Entre les victimes on trouve des femmes, des enfants et des vieillards. Plusieurs cadavres, portant des traces de torture, ont été retrouvés dans des lieux publics.

UN COUPLE DEMANDE L'ASILE A L'AMBASSADE DU VENEZUELA.

Maria del Rosario CUEVAS MOLINA, fille d'un ex-recteur universitaire et son époux, Raul FIGUEROA SARTI, après avoir reçu plusieurs menaces de mort, ont demandé -le 6 juin- l'asile à l'ambassade du Vénézuéla au Guatemala. Ils en sont parti le lendemain pour la ville de San José au Costa-Rica.

Mme CUEVAS MOLINA est la soeur du dirigeant universitaire, Ernesto CUEVAS, séquestré par des fonctionnaires du gouvernement au milieu du mois de mai dernier ; tous deux sont les enfants du Dr. Rafael Cuevas del Cid, ex-recteur de l'Université nationale de San Carlos.

ARRESTATIONS ILLEGALES POUR MAINTENIR LA TRANQUILLITE.

Au moins 625 personnes ont été capturées sans ordre judiciaire lors d'opérations massives de contrôle réalisées dans la capitale durant les premiers jours de juin par la police nationale, a déclaré cette institution le 4 juin.

Mario RAMIREZ RUIZ, porte-parole de la police, a indiqué que les opérations de contrôle des citoyens, auxquelles participent 10.000 policiers, vont se prolonger durant tout le mois de juin pour maintenir la tranquillité avant la prochaine échéance électorale.

ARCHEVEQUE PENADOS : "NOUS NE VOULONS PAS LA PAIX DES CIMETIERES."

"Nous ne voulons pas la paix des cimetières ni une paix de disparus" a déclaré le 3 juin l'archevêque Prospero PENADOS DEL BARRIO, durant une cérémonie religieuse dans la cathédrale métropolitaine pour les disparus.

"Guatemala vit un climat d'insécurité, de peur et d'angoisse" a ajouté le prélat devant les fidèles qui avaient envahi la cathédrale.

Eduardo MEYER, le recteur de l'Université nationale, qui participait également de la cérémonie religieuse, a souligné que "le Guatemala se trouve en-deuil par tant de morts, de séquestrés et de disparus".

Le général MEJIA VICTORES, chef de l'état, a dit à ce sujet : "Je ne pense pas qu'il y ait de la violence dans le pays."

L'ARBITRAIRE DES TRIBUNAUX SPECIAUX EST DENONCE.

De nouvelles dénonciations sur les procédés arbitraires employés par les ex-tribunaux de juridiction spéciale ont été faites le 6 juin dernier.

L'archéologue Mario Alberto TEJADA BUSCAYROL, qui avait été condamné il y a un an avec son épouse, Maria Concepcion de TEJADA par les tribunaux spéciaux, a déclaré devant un juge ordinaire que, avant d'être condamnés, tous deux avaient été enlevés par des agents du gouvernement et avaient été soumis à des tortures dans les sous-sols du Palais présidentiel.

TEJADA qui est resté isolé pendant longtemps a aussi déclaré que les juges des tribunaux spéciaux le menaçaient de leurs armes et déclaraient qu'il le ferait fusiller s'il niait les charges retenues contre lui.

400 DEMANDES DE PRESENTATION DE PRESENTATION EN PERSONNE FAITES EN 5 MOIS.

Plus de 400 demandes de présentation de personnes, en faveur d'autres personnes enlevées/disparues, ont été déposées sans résultat auprès de la Cour Suprême de justice durant les premiers 5 mois de 1984.

La plupart des demandes rendent les autorités militaires responsables pour les disparitions, ainsi que les autorités policières.

Plusieurs rapports de presse et organismes de secours ont signalé en mai que 125 personnes ont été enlevées et ont disparu, que 18 autres ont été laissées en liberté après avoir été capturées, torturées et soumis à des interrogatoires extra-judiciaires.

Selon des organismes humanitaires, environ 28.000 Guatémaltèques ont été séquestrés/disparus durant les vingt dernières années.

REFUGIES

CE SONT DES SOLDATS GUATEMALTEQUES QUI ONT ATTAQUE UN CAMP DE REFUGIES.

Des soldats guatémaltèques ont attaqué le campement de réfugiés El Chupadero, dans le Chiapas, Mexique, ont déclaré le 2 juin dernier des groupes de réfugiés qui ont été déplacés vers l'Etat de Campeche.

Miguel Juan Francisco, l'un des réfugiés, a signalé que les responsables de l'attaque provenaient du détachement militaire de Nento, dans le département guatémaltèque de Huehuetenango (ouest).

Les réfugiés ont tous déclaré qu'ils étaient sortis du Guatemala pour se protéger contre les attaques et les assassinats perpétrés par l'armée de leur pays.